

Patrimoine et Communication

A la recherche du temps jadis

Par le Dr Ahmed Bedjaoui

Abstract

L'Algérie a été l'un des premiers pays à ratifier la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel qui est entrée en vigueur au mois d'avril 2006. Onze chefs-d'œuvre africains, dont Ahlellil en Algérie, sont inscrits depuis 2008 dans la liste du PCI.

Le patrimoine culturel immatériel (PCI) représente aujourd'hui un enjeu majeur dans les nouvelles façons de concevoir et de pratiquer ce qui est aujourd'hui appelé « les nouvelles muséologies ». Ces dernières se caractérisent par la volonté de présenter des expositions et des objets plus vivants, par l'accroissement du rôle social du musée. L'utilisation des nouvelles technologies est sensée rendre les collections et les expositions plus interactives et plus accessibles au large public. Les nouvelles technologies numériques offrent à cet égard des possibilités illimitées de captation, de conservation et de communication du patrimoine tant matériel qu'immatériel.

La communication appliquée au patrimoine pourra aider à répondre à une question essentielle : comment mutualiser les efforts de tous pour viser un progrès humain durable qui ne soit pas instrumentalisé à des fins de développement limité au profit ?

La communication énonce par ailleurs des questions pratiques : comment faire converger les regards des experts et ceux des acteurs sociaux concernés par les différents stades de la création artistique et quelles sont les relations entre les représentations, la construction d'images et de mondes virtuels, le réel et le patrimoine culturel ?

En d'autres termes où commence le patrimoine et où s'arrête-il ? Le patrimoine est-il devenu un double de la société ?

Le patrimoine et la Communication sont deux concepts qui couvrent une large étendue de domaines d'application dans le champ de la modernité. C'est pourquoi, il paraît nécessaire, avant d'aborder l'interaction entre ces deux secteurs génériques, de proposer une restriction des définitions applicables aux segments d'étude qui nous concernent.

La communication est l'action qui consiste à établir une relation avec autrui ou avec un groupe, afin de leur transmettre ou de diffuser par le biais de l'ensemble des moyens et techniques, un message destiné à une audience plus ou moins vaste et hétérogène. Comme le Patrimoine, la communication comporte ses propres limites et perversions. La relation est-elle un acte pur de la communication ? Dans une relation, l'information peut être (et c'est souvent le cas avec les média de masse) imposée par l'émetteur et subie par le récepteur. Notre monde dit « de la communication » reste essentiellement un monde de l'information à sens unique qui n'a pas beaucoup évolué depuis les fonctions de propagande.

Dans notre environnement, l'information circule comme un objet qui est véhiculé et amplifié par les nouvelles technologies. Cette situation peut créer une grave équivoque qui conduit les usagers des nouvelles technologies et les gens de pouvoir à penser qu'ils sont de facto des communicants, capables de manipuler le public pour entretenir son image par tout procédé médiatique. Or, communiquer, c'est mettre en commun et partager dans respect de l'autre. Nous retiendrons donc ce dernier aspect pour montrer comment la communication peut se mettre au service de la protection de toutes les formes de patrimoine et d'héritage communs.

Ce qu'on qualifie de « révolution » des médias n'est pas un phénomène récent. Il trouve sa source au milieu du 19^{ème} siècle avec l'apparition du Télégraphe électrique (à partir de 1838) et du téléphone (réseau élémentaire émetteur-récepteur) dont les principales applications modernes dérivent. Tous ces moyens, y compris ceux qu'on appelle aujourd'hui les médias lourds et qui sont fondés sur les techniques électroniques (radio, télévision), n'offraient pas de possibilité de

rétroaction importante. Selon Georges Bernanos, l'incapacité de ces médias lourds à fournir une réponse possible « en fait un outil idéal de la Propagande ». (1) La communication a été et reste utilisée dans les régimes autoritaires dans des ministères de la propagande (à la Goebels) devenus ensuite ministères de l'Information (comme pour bien montrer le sens strictement descendant du message émis), avant de revêtir le titre pudique de Ministère de la communication, jusque dans les systèmes les moins démocratiques. Des ouvrages comme « 1984 » de Georges Orwell ou Retour au meilleur des mondes, d'Aldous Huxley, mettent l'accent sur ces dangers et dérivent qui guettent les sociétés les plus avancées.

La tendance aujourd'hui est de lier significativement Culture et Communication en les confiant à un même ministère. Ce rassemblement présente en effet, pour l'avantage de mettre la communication au service de la production culturelle et de la protection par la collectivité, du patrimoine culturel.

La rétro ou interaction n'est devenue possible qu'avec les dernières générations d'outils de télécommunications électroniques car les messages se sont beaucoup enrichis (documents, images). Les messageries électroniques, l'internet. . . permettent d'atteindre des groupes de personnes, et de développer une véritable communication de groupe. Toutefois, les aspects techniques de la communication ne doivent cacher l'essentiel : la communication a pour objectif essentiel de faire passer un message et de le faire partager par le plus grand nombre, dans le cas du patrimoine. .

L'avènement de l'internet depuis les années 1960 a suscité diverses études de la part de philosophes et de sociologues. Parmi ces études, on retiendra celles de Pierre Musso et de Philippe Breton, qui, sous des arguments un peu différents, portent le même diagnostic : la communication a tendance à être instrumentalisée par les outils de télécommunication et les technologies de l'information. Ces philosophes dénoncent comme beaucoup d'autres observateurs, l'idée selon laquelle on communique bien parce que l'on dispose de moyens techniques

sophistiqués (dernière version du logiciel, mobile dernier cri. . .). Dans le « Moineau » (1974), Youssef Chahine fait dire à un de ses personnages : « Ton fils a fait un beau diplôme, mais tu as hérité d'un âne électronique ». La communication en elle-même n'est qu'un outil, un moyen de transport, comme le sont les voies de communication (routes, voies ferrées etc.). La communication n'est en réalité qu'un élément porteur d'un message culturel, tant il est vrai que tout dans l'univers de l'homme n'est que culturel. Certains ont même fait de l'inculture une forme de culture qu'ils voudraient dominante.

L'acte de communication est gravé dans un contexte, dans un environnement et dans une grille de partage éthique. Dans le cas de la promotion ou de la valorisation du patrimoine, la communication de groupe devrait, pour signifier l'appropriation collective et citoyenne des biens culturels, partir de plus d'un émetteur s'adressant à une catégorie d'individus bien définis, par un message (communication) ciblé sur leur compréhension et leur culture propre.

C'est celle qui est apparue avec les formes modernes de culture, souvent axées sur une culture basée sur la consommation de masse. On utilise ainsi la publicité ciblée pour « vendre » des sites ou des séjours dans des lieux à haute signification historique, de la même manière qu'on vante les vertus d'un savon. Nous ne pouvons éviter d'évoquer ici les dérives liées à l'exploitation des hauts lieux de l'archéologie humaine. C'est le cas du site de Petra en Jordanie, construit plusieurs siècles avant J. C. , resté secret jusqu'en 1812, devenu depuis 1993 parc national archéologique, classé sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1995 puis ouvert au public en 1998. Malheureusement, le manque de protection végétale, l'extension de l'agglomération voisine de Wadi Moussa et la fréquentation touristique en hausse constante constituent aujourd'hui de nombreuses menaces pour la conservation de Pétra. Par ailleurs les crues et les tremblements de terre associés à l'érosion ont déjà détruit de nombreux vestiges. En 2008 le site a reçu jusqu'à 3 600 visiteurs par jour. Plus de dix millions de visiteurs fréquentent chaque année le site. (2) Lorsqu'on sait que les monuments de Petra ont été

creusés et taillés dans une roche friable, on peut imaginer ce que cette foule peut occasionner comme dégâts pour ce bijou de l'héritage nabatéen. Conservée à l'abri des regards pendant 25 siècles, Petra risque de disparaître dans les prochaines décennies, du moins dans son état originel. Il faudra sans doute reconstruire systématiquement les monuments, comme c'est le cas pour le site romain de Jerash, au risque de les dénaturer irrémédiablement. Les campagnes de communication publicitaire menées pour attirer des visiteurs en masse sont largement responsables de cette dégradation. Dans ce cas de figure, la surexploitation économique et touristique basique est un exemple typique de la pire des pseudos « valorisations » qui couvrent mal la recherche du profit facile et immédiat. Ce n'est là qu'un des exemples de la manière dont le patrimoine historique bâti est traité. Mounir Bouchenaki note que si les vestiges archéologiques ont besoin de rendre visibles l'œuvre des prédécesseurs, « la visibilité ne signifie pas non plus la surexposition des sites qui, hélas, peut conduire à leur fragilisation, sinon leur détérioration ». (3)

On peut également mentionner les dégradations ou les destructions causées sur des monuments anciens par les territoires locaux ou régionaux sous prétexte d'aménagement du territoire. On peut citer le cas de l'aqueduc romain du Kadous, détruit pour faire passer la rocade d'Alger. Le Bastion 23 a été menacé de démolition, n'aurait été l'intervention des Associations de la société civile et l'impact du travail de communication qu'elles ont mené pour dénoncer le projet.

Il apparaît clairement que tout travail de promotion (à des fins culturelles et non commerciales) du patrimoine historique bâti, ne peut être mené isolément par des experts du secteur. Seuls des réseaux comprenant les professionnels, la société civile et des journalistes engagés dans la préservation de ce patrimoine peuvent constituer une base efficace pour une communication efficace. Il est également important d'opérer une claire distinction entre les journalistes engagés (comme c'est le cas pour l'environnement) et les médias qui relèvent de

nos jours d'entreprises obéissant à des impératifs de rentabilité et d'obédience vis-à-vis de milieux politiques ou économiques dominants.

C'est cette démarche qui avait été suivie pour lancer en 1987 la biennale du film et de l'archéologie de Tipasa. L'idée était de mettre côte à côte des archéologues, des cinéastes, des journalistes et des chercheurs autour d'un festival mondial consacré aux films et travaux traitant de l'archéologie. Placé sous le patronage de l'UNESCO, ce festival qui était organisé par l'Association de la Biennale Internationale de Tipasa, a connu trois éditions, avant de disparaître par manque d'intérêt et de financement après 1993, c'est-à-dire au début des années noires. Outre les rétrospectives de films et émissions archéologique, la Biennale reposait également sur un colloque international qui traitait de la manière dont les techniques de l'audiovisuel pouvait être mis au service de la recherche archéologiques (datation, mises en perspectives, promotion...). En ouverture du catalogue de la première édition de la Biennale de Tipasa en 1987, M. Boualem Bessaih, alors ministre de la culture écrivait ; « L'image filmée est devenue un outil privilégié pour révéler et ressusciter de vieilles civilisations en engageant les chercheurs de l'archéologie et les professionnels de l'image à associer leurs talents ». (4) Certes l'image a le pouvoir de faire parler des pierres inertes, mais il faut également veiller à ce qu'elles ne les fassent pas mentir comme nous le voyons trop souvent dans des rénovations douteuses, destinées à attirer la masse des consommateurs mal préparés. L'un des dangers qui guette la valorisation du patrimoine réside à la fois dans le refus de l'appropriation des héritages successifs et dans l'utilisation de l'Histoire humaine pour justifier des spoliations scandaleuses. Au lendemain de l'indépendance, les responsables du secteur de l'information répétaient volontiers : « Halte à la romanisation de l'Algérie ». Mais combien d'Européens nous ont répété et continuent à le faire, en parlant de la Méditerranée, « Mare

Nostrum ». Cette expression a souvent servi à justifier les conquêtes coloniales au nom d'un retour très douteux à la Romanité chrétienne, alors même que la Chrétienne té, comme le note justement Amine Maalouf, n'est pas née au bord du Tibre, mais en Palestine. Ce n'est pas une raison pour délaisser le patrimoine bâti colonial que l'Histoire nous a légués au même titre que la révolution néolithique nous a légué il ya plusieurs millénaires en plein Sahara, le plus grand et le plus beau musée à ciel ouvert du monde (voir les travaux de Slimane Hachi à cet égard).

Cette expérience montre bien que quelle que soit sa capacité à convaincre ou son talent, une personne seule ne peut aboutir à un résultat notable et durable. C'est pourquoi la communication a besoin pour circuler avec fluidité entre les points concernés, d'un réseau constitué par un ensemble d'acteurs, d'agents économiques, de nœuds, ou lieux de communication grâce auxquels l'information se concentre et se redistribue ainsi.

Le message ainsi émis n'est validé que par ce qu'on appelle ou Rétroaction (ou Feedback en anglais). Le feed-back peut servir, suivant les cas, à confirmer ou infirmer la réception du message, demander des précisions ou relancer la discussion.

Harold Dwight Lasswell, politologue et psychiatre américain, a créé une méthode d'approche de la communication de masse qui porte son nom. Pour lui, il s'agit de la décrire à travers les questions : « : Qui, dit quoi, par quel canal, à qui et avec quel effet ? ». Curieusement, ces cinq questions étaient déjà celles que Quintilien adressait il ya 20 siècles à tout apprenti rhéteur : »Quis, quid, urbi, quibus auxiliis, cur, quomodo, quando (qui, quoi, où, par quels moyens, pourquoi, comment et quand ?). L'idéal de la communication reste le modèle présentiel que Platon et ses disciples développaient dans la Grèce antique. Nous croyons avoir tout inventé alors même que nos monuments et nos livres nous incitent à ne pas confondre le progrès technologique avec le progrès humain, qui est

celui de la connaissance. Il est malheureusement fréquent que la possession d'outils technologiques s'accompagne de régression dans la pratique de l'humanisme.

D'autant que le modèle de Laswell conçoit la communication comme étant un processus d'influence et de persuasion, dont s'est emparé la publicité. Pourtant il est critiquable, car il envisage la communication comme une relation d'autorité et de persuasion (en somme de propagande) et néglige le retour des messages de feedback. (5)

La notion de patrimoine s'applique aujourd'hui à de nombreuses activités ou de biens. On évoque souvent à cet égard le patrimoine financier, mobilier ou immobilier d'une personne ou d'une collectivité. Par le truchement des « Déclarations du patrimoine » des personnes publiques, la politique a également fait son intrusion dans le champ patrimonial, mais souvent avec un objectif de communication et de recherche de transparence destiné essentiellement à manipuler les principes de gouvernance. Etymologiquement, le patrimoine vient du mot latin *patrimonium* qui signifie héritage du père. Il est défini comme l'ensemble des biens hérités du père (ou de la famille, par extension). Partant de là, on peut définir le patrimoine comme l'héritage commun à un groupe social ou à une collectivité et qui est transmis de génération en génération. Il peut revêtir des formes très diverses : culture, histoire, langue, système de valeurs, monuments, œuvres artistiques.

L'Abbé Grégoire (1750-1831), juriste et homme politique, a été l'un des premiers à affirmer que « le respect public entoure particulièrement les objets nationaux qui, n'étant à personne, sont la propriété de tous (...) Tous les monuments de sciences et d'arts sont recommandés à la surveillance de tous les bons citoyens ».

Le patrimoine implique l'idée d'un héritage légué par les générations qui nous ont précédées, et que nous devons transmettre intact ou valorisé, voire enrichi, aux générations qui nous suivront afin de

constituer une chaîne continue dans la mémoire collective de l'humanité. En droit civil, le législateur d'aujourd'hui dépasse donc largement la simple propriété personnelle (Usus, fructus, abusus selon le droit romain) pour entendre le patrimoine comme l'ensemble des biens et des obligations d'une personne, dont l'actif et le passif ne peuvent être dissociés. Nous nous contenterons donc de traiter ici du patrimoine dit « culturel » ou patrimoine de l'Humanité. A l'intérieur même du champ déjà vaste que constitue le patrimoine culturel dans son ensemble, nous nous limiterons aux trois grandes catégories suivantes qui reprennent la définition que propose l'UNESCO :

1. le patrimoine culturel :

- le patrimoine culturel matériel : le patrimoine culturel mobilier (peintures, sculptures, littérature, audiovisuel, monnaies, instruments de musiques, armes, manuscrits...) ;

2. le patrimoine naturel (sites naturels ayant des aspects culturels tels que les paysages culturels, les formations physiques, biologiques ou géologiques. . .) ;

3. le patrimoine culturel en situation de conflit armé.

- le patrimoine culturel immobilier (monuments, sites archéologiques...)

- le patrimoine culturel subaquatique (épaves de navire, ruines et cités enfouies sous les mers...) ;

- le patrimoine culturel immatériel (traditions orales, arts du spectacle, rituels, savoir-faire. . .) ;

Il convient de noter ici que la notion de patrimoine culturel se dote, selon les pays, d'appellations spécifiques comme « Cultural Heritage » pour les Anglo-Saxons ou « Biens culturels » pour les Italiens. Ces différences sémantiques trahissent sans doute une interprétation particulière de la notion du patrimoine commun selon la pratique sociale ou économique propre à certaines nations. Il n'est pas inutile de noter ici

que des écrivains et penseurs éminents se sont penchés très tôt sur la question du patrimoine. Ainsi Prosper Mérimée (1834-1870) structure cet outil de connaissance et de sauvegarde et organise des visites dans les régions afin d'établir des rapports sur l'état des destructions dues à la Révolution française. L'univers littéraire d'Agatha Christie baigne dans l'archéologie. En 1927, Agatha Christie fait la connaissance de l'archéologue Max Mallowan sur le site d'Our, en Iraq. Agatha suivra ensuite Max dans ses campagnes de fouilles annuelles en Syrie et en Iraq des années 1930 aux années 1950. Agatha Christie a laissé un témoignage précieux sur son activité archéologique auprès de son époux. Il s'agit du récit « Come, tell me how You live : an archeological memoir » (La romancière et l'archéologue, pour la version française) paru en 1946. (Ce récit permet de mieux comprendre l'histoire de la discipline en Orient et plus généralement dans les pays méditerranéen aux XIXème et XXème siècles. Avec son humour très britannique, Agatha Christie Mallowan recommande aux jeunes femmes : « Épousez un archéologue : plus vous vieillirez, plus il vous aimera ». (6)

Et c'est le philosophe Henri Bergson qui eut l'idée d'étendre la notion d'un environnement monumental culturel en participant en 1921 à la naissance de la Commission internationale de la coopération intellectuelle, ancêtre de l'Unesco. En 1945, l'Unesco, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est créée, et a son siège international à Paris. Au départ, l'expression patrimoine culturel désignait principalement le patrimoine matériel (sites, monuments historiques, œuvres d'art, . . .). L'Unesco a établi en 1972 une liste du patrimoine mondial, composée de plusieurs centaines de sites dans le monde. L'Algérie y figure avec 7 sites, tandis que de nombreux autres sont en instance de classement. Dans la préface rédigée pour le très bel ouvrage intitulé « Universelle Algérie », Mounir Bouchenaki aujourd'hui directeur général de l'ICCROM écrit : « longtemps confinés au regard des spécialistes ou des passions discrètes de quelques amateurs, les sept sites algériens classés

au patrimoine mondial de l'UNESCO, ont souffert de leur manque de visibilité dans l'espace médiatique international ». (7). Que faire pour protéger de manière plus efficace les 33 sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril et la centaine d'autres sites jugés dans une situation préoccupante ? " Il faut passer d'une attitude réactive à une démarche préventive, estime le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura. L'identification, la conservation et la mise en valeur des sites reflétant la diversité naturelle et culturelle de notre monde ne peuvent être assurées que si les gouvernements, les autorités locales, les milieux d'affaires et, surtout, les populations locales y travaillent ensemble. (8)

André Malraux disait alors qu'il était ministre de la Culture du Général de Gaulle « L'héritage ne se transmet pas, il se conquiert. » De même qu'avec cette idée de conquête, le patrimoine culturel moderne a été porté, sinon « conquis » par des intellectuels et reporters témoins de leur temps, d'autres leaders d'opinions, parmi lesquels nombre de journalistes passionnés par l'héritage culturel, ont exercé des pressions sur les Organisations internationales et sur les Etats, pour que soit enfin reconnu la notion de patrimoine oral et immatériel de l'humanité que, l'Unesco a défini en 1997. Six ans plus tard, les États membres de l'UNESCO ont adopté la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. : «S i toutes les formes du patrimoine sont précieuses et fragiles, les expressions immatérielles qui habitent le cœur et l'esprit des hommes le sont tout particulièrement». (9) L'Algérie a été l'un des premiers pays à ratifier cette convention qui est entrée en vigueur au mois d'avril 2006. Onze chefs-d'œuvre africains, dont Ahlellil en Algérie, sont inscrits depuis 2008 dans la liste du PCI. Dans la préface du catalogue de présentation de l'exposition consacrée, lors de deuxième festival culturel panafricain, au patrimoine africain immatériel, Mme Khalida Toumi, ministre de la culture écrit : « L'Afrique a fait prendre conscience à l'humanité que si elle veut conserver son caractère

pluriel, fécond, créateur, en un mot humain, elle se doit de tout faire pour conserver et assurer la mise en circulation sociale de tous ces trésors qui nous font ce que nous sommes ». (10)

Le patrimoine culturel immatériel (PCI) représente aujourd'hui un enjeu majeur dans les nouvelles façons de concevoir et de pratiquer ce qui est aujourd'hui appelé « les nouvelles muséologies ». Ces dernières se caractérisent par la volonté de présenter des expositions et des objets plus vivants, par l'accroissement du rôle social du musée. L'utilisation des nouvelles technologies est sensée rendre les collections et les expositions plus interactives et plus accessibles au large public. Le Musée est, plus qu'un lieu de conservation, un lieu où l'exposition muséologique s'accorde des fugues vers des éléments plus informatifs et réactifs prélevés dans la panoplie des outils de la Communication moderne (visite guidée par baladeur, mur d'images, films et vidéos, panneaux contextuels...). Plutôt que de se soucier seulement de la conservation de l'objet dans sa forme physique, il s'agit de conserver la pratique de l'objet par la communication, afin d'en assurer la transmission. Les nouvelles technologies numériques offrent à cet égard des possibilités illimitées de captation, de conservation et de communication du patrimoine tant matériel qu'immatériel. Elles permettent à présent de fondre l'immatériel dans un matériel virtuel, d'enregistrer des savoir-faire par la vidéo numérique, de rendre les éléments intangibles visibles, voire tangibles et de faire de la visite muséale une expérience multimédia et sensorielle. L'exposition consacrée lors du deuxième Festival panafricain d'Alger en juillet 2009, aux 11 chefs-d'œuvre africains du PCI a permis de mesurer l'étendue de ces avancées dans un contexte où le public vivait en direct et en osmose avec la culture africaine sous toutes ses formes. Dans une communication au colloque de Yaoundé en 2009, Amar Kessab notait qu'en « Algérie, la notion de « résistance culturelle » a depuis l'indépendance du pays en 1962 constitué un élément clé dans le discours

politique » Et il cite avec pertinence une phrase prémonitoire prononcée par l'ancien président algérien feu Houari Boumediene dans son discours d'ouverture du 1^{er} Festival Culturel Panafricain d'Alger en 1969. : « La conservation de notre culture nous sauva des tentatives de faire de nous un peuple sans âme et sans histoire. Notre culture nous préservera des dérives génocidaires ». Amar Kessab conclue son intervention en affirmant : « Une politique du patrimoine conçue à l'intérieur des politiques culturelles nationales, basée sur des principes scientifiques et s'appuyant sur une force législative apparaît de nos jours comme le seul remède contre une situation... qui, par certains de ses aspects, continue de semer la désolation en détruisant le patrimoine matériel et immatériel ». (11)

Les travaux sur le patrimoine culturel se sont élargis et multipliés depuis quelques années en s'étendant à des applications de plus en plus variées. Pour beaucoup, « est patrimoine ce qui est défini comme tel par un collectif d'acteurs sociaux donné ». De cette manière, le patrimoine a été le plus souvent ramené à des grilles de lecture appartenant à plusieurs disciplines qui font appel à la mémoire, aux représentations du passé, à des comportements liés à la construction d'identités, au sens à donner aux mots, à des notions d'appropriation de l'espace et à son exploitation à des fins économiques.

Chaque segment de recherche a une vision particulière du patrimoine, ce qui nous impose d'associer l'approche purement théorique du patrimoine culturel à l'action pratique des acteurs sociaux, des opérateurs professionnels et des décideurs.

Nous voyons là une première nécessité évidente d'une intervention de la Communication dans ce champ hypertrophié de la réflexion sur le patrimoine, avec comme mission d'établir une relation réelle ou virtuelle entre les différents chercheurs ou protagonistes des différentes disciplines concernées par l'analyse du patrimoine. La communication appliquée au

patrimoine pourra aider à répondre à une question essentielle : comment mutualiser les efforts de tous pour viser un progrès humain durable qui ne soit pas instrumentalisé à des fins de développement limité au profit ?

La communication énonce par ailleurs des questions pratiques : comment faire converger les regards des experts et ceux des acteurs sociaux concernés par les différents stades de la création artistique et quelles sont les relations entre les représentations, la construction d'images et de mondes virtuels, le réel et le patrimoine culturel ?

En d'autres termes où commence le patrimoine et où s'arrête-il ? Le patrimoine est-il devenu un double de la société ?

Dans « Notre Dame de Paris », Victor Hugo prédit la mort du monument, condamné par l'imprimerie. « Son intuition de visionnaire a été confirmée par la création et le perfectionnement de nouveaux modes de conservation du passé : mémoires des techniques de l'enregistrement de l'image et du son qui emprisonnent et délivrent le passé sous une forme plus concrète, parce que directement adressées aux sens et à la sensibilité, « mémoires » des systèmes électroniques, plus abstraites et désincarnées » (12)

Quant à Roland Barthes, il a compris que la photographie, « cet objet anthropologiquement nouveau » allait révolutionner notre relation « présenteielle » au Monument. « Ce n'est ni l'Art, ni la Communication, c'est la Référence qui est l'ordre fondateur de la photographie » qui apporte « un ordre nouveau de preuves ». (13) Et on est tenté d'ajouter la dimension de réappropriation que les moyens audiovisuels permettent d'obtenir depuis la fin du siècle dernier. Le public du monde entier a pu découvrir dès 1896, avec les petits films des opérateurs Lumière qui sillonnaient le Monde des monuments que seule la photographie leur avait permis de voir. En filmant Venise à partir d'une gondole, ces mêmes opérateurs ont été stupéfaits de

voir que « la ville se déplaçait sur l'écran ». Ils venaient d'inventer le travelling cinématographique, sans le savoir.

F. Choay ajoute que c'est « de plus en plus, par la médiation de leur image, par sa circulation et sa diffusion, dans la presse, à la télévision ou, au cinéma que ces signaux s'adressent aux sociétés contemporaines... Toute construction, quelle que soit sa destination, peut être promue monument par les nouvelles techniques de communication ». (14) Cette affirmation peut-être appuyée par l'ultra médiatisation que l'entourage du Président français Mitterrand a assuré à la construction par Pey de la Pyramide du Louvre ou de la grande bibliothèque de France. Le même avis peut être donné pour la construction en 1972, sous l'impulsion de Georges Pompidou du centre Beaubourg par Renzo Piano, Richard Rogers et Gianfranco Franchini. Nous sommes ici dans la patrie du Roi Soleil qui, pour durer dans l'Histoire, a légué biens des monuments au Patrimoine avec en prime, un modèle de « grandeur monarchico-républicaine » pour les adeptes de la « communication de la postérité ».

La photographie a profondément modifié notre relation au patrimoine culturel. A partir de la fin du XIXème siècle, l'image cinématographique relayée plus tard par les vidéogrammes, a largement contribué à changer notre vision iconographique du monde. L'accumulation d'œuvres filmiques ou télévisuelles a atteint un tel niveau, que le patrimoine audiovisuel mondial est devenu un enjeu majeur de notre mémoire collective. L'UNESCO estime que le patrimoine audiovisuel mondial avoisine les 200 millions d'heures dont 50 millions seraient localisées en Europe. Sans précautions particulières de conservation ni de préservation, c'est-à-dire de stockage et transfert sur un autre support, la pérennisation de ce patrimoine est en danger. La durée de vie des films pellicule est corrélative des conditions de stockage. Cette question est encore plus brûlante pour le patrimoine audiovisuel algérien. Pour Boris Torodovitch, directeur du patrimoine cinématographique au CNC français, les laboratoires dépositaires des

films risquent de se désengager peu à peu de la partie conservation pellicule. Il faut donc prendre en charge cette sauvegarde en Algérie en se dotant des équipements nécessaires.

Membre du comité de coordination du projet européen PrestoSpace, l'Institut national de l'audiovisuel (INA France) développe, avec 33 partenaires internationaux, le concept d'une usine à sauvegarder offrant des prestations de migration automatisée (intégrant la numérisation, le stockage, la restauration, le développement et la gestion de métadonnées). Ce projet européen proposera un centre de compétences destiné à aider la communauté des archivistes et à soutenir le développement d'usines à sauvegarder. (Source Sonovision 515).

La télévision algérienne est partenaire de ce genre de projets et commence à numériser ses archives. La tâche s'annonce colossale.

Le financement de la numérisation est une question clé. La Commission européenne a développé de nombreux programmes destinés à appuyer les efforts des Etats membres pour la numérisation et l'accessibilité en ligne du matériel culturel et la conservation numérique. Il serait souhaitable.

On peut affirmer en conclusion que la notion de patrimoine culturel a vu son champ s'élargir considérablement, au point d'englober les outils eux-mêmes dont la photo, l'audiovisuel et bientôt les nouvelles technologies de la communication. Grâce aux moyens de communication et aux communicateurs de toutes spécialités, La visibilité du patrimoine bâti a généré d'énormes demandes. La protection et la mise en œuvre du patrimoine culturel sont au cœur de nombreuses démarches d'aménagement et de développement local.

« Le passage d'une logique de gestion des monuments à une démarche intégrée inscrivant le patrimoine au cœur des stratégies de dynamisation des territoires confrontent les acteurs concernés à des nouveaux besoins en termes d'expertise, de mise en cohérence ou de travail en réseau » écrit Benoît Dumoulin. (15) Les nouvelles techniques

de la communication peuvent contribuer à la réalisation des inventaires, à structurer davantage les réseaux d'acteurs, prendre en compte l'avis des visiteurs et assurer un suivi des visites. La communication peut aider, grâce notamment à la mise en ligne, à développer les techniques et méthodes de numérisation, les solutions en matière de conservation des documents, les nouveaux modes de représentation de l'espace, ainsi que les méthodes interactives.

Rien ne saurait pourtant remplacer le contact humain pour mieux expliquer les notions de patrimoine telles qu'elles sont appréhendées aujourd'hui. La formation des professionnels du patrimoine, la mise en contact avec les opérateurs audiovisuels, les spécialistes de l'information sur la toile sont essentiels à cet égard. Certes, le e. learning se développe rapidement, grâce aux applications empruntées aux nouvelles technologies de la communication, mais le transfert de savoir a encore besoin du présentiel pour la formation des élites sensées prendre en charge les aspects les plus délicats, voire conflictuels de la préservation et de la valorisation du patrimoine culturel national.

*Ahmed Bedjaoui est maître de conférences à la Faculté des Sciences DE l'information et de la Communication

Notes

1. Gosselin Monique, Bernanos et les médias, Presses universitaires de Lille, 1989
2. Site officiel du site de Petra sur la toile.
3. Universelle Algérie, CPS Editions-Zaki Bouzid Editions, Alger 2005, p. 9.
4. In « Rencontre Internationale du film et de l'archéologie » 1987 p. 5
5. Laswell, Harold, Dwight, Politics : Who gets What, When, How, 1936, cite par Matellard et Mattelard dans Histoire des theories de la Communication, Editions de la découverte, Paris 1995
6. Christie-Mallowan, Agatha, Editions Payot Paris 2005
7. Bouchenaki, Mounir Universelle Algérie, CPS Editions-Zaki Bouzid Editions, Alger 2005, p. 9.
8. Source, le patrimoine mondial à l'ère du numérique, UNESCO 2002
9. Notre diversité créatrice, rapport de la Commission mondiale de la culture et de développement, Paris, Ed. Unesco 2005.
10. In Préface du catalogue de présentation de l'exposition « Patrimoine africain immatériel », deuxième Festival culturel Panafricain, Alger 2009
11. Kessab, Ammar, quelle politique du patrimoine pour l'Afrique ? : Le cas de l'Algérie par Colloque : l'Afrique et la culture africaine dans le monde globalisé du XXIème siècle Yaoundé, avril 2009
12. Choay, Françoise : « L'Allégorie du patrimoine » Editions du seuil, Paris 1992, p. 18.
13. Barthes, Roland, la Chambre claire, Paris, les éditions des Cahiers du cinéma, Gallimard le Seuil 1980
14. Choay, Françoise, Ibid P19. (Etude thématique dans le cadre du projet IRIS novembre 2008)
15. Dumoulin, Benoît, Etude thématique dans le cadre du projet IRIS novembre 2008